



### Informations du Guatemala

1ère Année / N°44

du 30 octobre au 5 novembre 83

#### POLITIQUE

Le régime militaire encore plus isolé  
Le recensement des citoyens est décrété  
La répression frappe les responsables de l'opposition  
Le ministre de l'Agriculture maintenu à son poste  
Le nouvel ambassadeur au Honduras : un général  
Le MLN approuve l'invasion de La Grenade  
La politique des Etats-Unis des illégale et amonale

#### ECONOMIE

Le gouvernement envisage de nouveaux impôts  
Le secteur privé s'oppose à la politique économique du gouvernement  
Les partis politiques critiquent le gouvernement  
Crise dans le secteur industriel  
Nouveau prêt de la BID

#### CONTRE-INSURRECTION

Nous ne voulons pas de prisonniers : nous luttons à la vie, à la mort  
Nouvelles nominations militaires

#### INSURRECTION

Un hélicoptère militaire endommagé par les FAR  
Actions de l'ORPA dans le Sud-Ouest  
Rolando Moran : Le génocide ne fera pas céder le peuple

#### DROITS DE L'HOMME

500 catéchistes portés disparus. Le nonce apolistique accuse le gouvernement  
Le gouvernement récusé le rapport d'Amnesty International  
Des demandes d'habeas corpus rejetées

#### REFUGIES

Un chef militaire propose des solutions à Mexico



## POLITIQUE

## LE REGIME MILITAIRE ENCORE PLUS ISOLE

Début novembre, la crainte et la méfiance qu'inspire le régime militaire ont encore crû dans les milieux politiques et économiques : en effet, le gouvernement étudie "un plan économique intégral" ; de plus, le décret-loi sur le recensement des citoyens devrait être promulgué dans les semaines à venir. Les secteurs privé et politique mettent l'accent sur l'isolement progressif dans le pays du gouvernement présidé par le général Mejia Victores.

## LE RECENSEMENT DES CITOYENS EST DECRETE

Le décret-loi sur le recensement des citoyens sera promulgué d'ici deux semaines, "si les partis politiques n'émettent pas d'opinion contraire à ce sujet", a déclaré le 2 novembre le colonel Manuel de Jesus Giron Tanchez, secrétaire général de la présidence.

Plusieurs hommes politiques ont fait remarquer le 30 octobre que le recensement ne pourrait pas être terminé au 1er juillet 1984, date ratifiée par le général Mejia Victores pour les élections de l'Assemblée Nationale Constituante ; les élections seraient donc obligatoirement reculées.

## LA REPRESSION FRAPPE LES RESPONSABLES DE L'OPPOSITION

3 dirigeants du parti de la Démocratie Chrétienne (DC) ont été enlevés par les forces de sécurité dans le département du Quiché le 31 octobre. Le 30 octobre, la DC avait dénoncé auprès du gouvernement la persécution de ses membres dans tout le pays et l'arrestation injustifiée, ce même jour dans le Chimaltenango de Diego Xon Salazar, dirigeant de ce parti. D'après l'agence de presse AP, un militaire a affirmé que Xon Salazar avait été arrêté car il "appartient à un parti politique dont les doctrines sont contraires à l'intérêt de la Nation" et parce qu'il fait de l'agitation en milieu paysan".

A la mi-octobre trois démocrates-chrétiens ont été assassinés dans le département de Escuintla (Sud du pays) ; en septembre 6 dirigeants du comité politique Force Populaire Organisée ont été enlevés dans ce même département.

## LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE MAINTENU A SON POSTE

On a confirmé le 31 octobre le maintien de Ivan Najera Farfan au poste de ministre de l'Agriculture ; le 28, le sous-secrétaire de presse du gouvernement avait annoncé la démission du ministre pour le 2 novembre. Le 30 octobre, l'Association générale des agriculteurs, la Chambre de l'Agriculture et la Fédération des éleveurs du Guatemala, organisations prépondérantes du secteur agro-exportateur, dont Najera Farfan fait partie, ont publiquement manifesté leur opposition à la destitution du ministre, précisant que cette destitution aurait des répercussions sur l'économie nationale.

## LE NOUVEL AMBASSADEUR AU HONDURAS : UN GENERAL

La nomination du général Rodolfo Cuyun Medina au poste d'ambassadeur au Honduras a été considérée par les milieux politiques et diplomatiques comme un pas de plus en faveur de la reprise de l'activité du Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA).



Le général Cuyun a commandé la brigade "Mariscal Zavala", brigade la plus importante du pays, sous le régime Lucas Garcia. Il était parmi les militaires qui ont résisté au coup d'Etat du général Rios Montt, le 23 mars 1982. En mars 1983, Rios Montt l'avait désigné comme attaché militaire à l'ambassade du Guatemala au Honduras.

D'autre part, le lieutenant-colonel Angel Arturo Sanchez Gudiel, l'un des principaux conseillers du général Rios Montt pendant ses 17 mois d'exercice du pouvoir, a été révoqué de l'armée pour insoumission. Sanchez Gudiel a refusé le poste d'attaché militaire à l'ambassade du Guatemala en Bolivie, auquel il venait d'être nommé.

#### LE MLN APPROUVE L'INVASION DE LA GRENADE

Les dirigeants de l'ultra-conservateur Mouvement de Libération Nationale (MLN), ont exprimé fin octobre leur satisfaction devant l'invasion de La Grenade par les Etats-Unis.

"Il était temps que les nord-américains prennent la défense des pays latino-américains", a déclaré Mario Sandoval Alarcon, dirigeant du parti. "Nous espérons que cette politique, adoptée pour la première fois par les Etats-Unis s'appliquera également à d'autres pays dans des circonstances similaires". Le MLN a en outre approuvé l'adhésion du gouvernement guatémaltèque à la politique des Etats-Unis envers la petite île des Caraïbes.

Le MLN avait soutenu l'intervention des Etats-Unis au Guatemala en 1954, qui mit fin à 10 ans de gouvernement démocratique dans le pays.

#### LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS EST ILLEGALE ET AMORALE

Selon un communiqué émis le 2 novembre par la Jeunesse Patriotique du Travail (JPT), organisation de jeunesse du Parti Guatémaltèque du Travail (PGT), l'intervention à La Grenade constitue surtout une menace contre le Nicaragua et contre les processus révolutionnaires en cours au Salvador et au Guatemala. La politique du gouvernement des Etats-Unis est dépourvue de "tout fondement éthique et légal" et est imposée au peuple par la force. Enfin, une invasion du Nicaragua "pourrait déclencher un conflit régional, voire mondial, et menacerait la stabilité déjà relative du continent".

### ECONOMIE

#### LE GOUVERNEMENT ENVISAGE DE NOUVEAUX IMPOTS

Le gouvernement a remis récemment aux secteurs privés un projet de réforme fiscale. Ce projet prévoit une augmentation des charges fiscales dans les secteurs suivants :

1. Extension de la TVA à tous les biens de consommation et les services qui en sont actuellement exonérés.
2. Augmentation de 10% des taxes à l'importation sur tous les produits.
3. Impôts supplémentaires sur les alcools et sur les bières.
4. Etablissement de normes du recouvrement de l'impôt territorial.
5. Surcharge fiscale de 10% sur toutes les sociétés.
6. Augmentation de la vignette automobile.
7. Gel de la diminution des taxes à l'exportation.
8. Rétablissement de l'impôt fiscal sur tous les emprunts.
9. Augmentation des taxes à l'importation sur les produits de luxe.
- 10 Rétablissement de la TVA à 10%.



Dans la pratique, ce projet élimine les concessions que Rios Montt avait faites aux secteurs les plus puissants du pays grâce à la réforme fiscale entrée en vigueur le 1er août.

Selon les experts en économie, le gouvernement doit faire face à un bilan économique déficitaire ; il n'est pas certain qu'il puisse assurer le paiement des salaires de la fonction publique ; le quetzal, formellement indexé sur le dollar est coté à 1,5 dollar sur le marché libre.

D'autre part, plusieurs entreprises se sont déclarées en faillite ces dernières semaines. La Chambre du Commerce en rend responsable la politique économique du gouvernement. Un fonctionnaire du secrétariat à la planification économique a reconnu récemment que le chômage atteint 43% de la population active.

#### LE SECTEUR PRIVE S'OPPOSE A LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

Selon d'importantes entités du secteur privé, notamment l'Association nationale des producteurs de café, les nouveaux impôts n'auront d'autres conséquences que de paralyser l'activité productive et d'accentuer le mécontentement social. Elles reprochent également au gouvernement d'occulter les données sur la situation économique réelle du pays.

Des observateurs font remarquer que le coût financier de la campagne contre-insurrectionnelle oblige le gouvernement à mettre en place de nouveaux impôts et à taxer le secteur privé, les consommateurs ayant déjà été considérablement affectés par la réforme fiscale mise en place il y a 3 mois. Il semble donc que le fossé se creuse entre le gouvernement militaire et les secteurs qui le soutenaient au début ; secteurs qui acceptent l'augmentation de l'activité contre-insurrectionnelle, mais ne veulent pas en couvrir les frais.

#### LES PARTIS POLITIQUES CRITIQUENT LE GOUVERNEMENT

Les secteurs politiques traditionnels qui soutiennent le gouvernement militaire en place ont manifesté leur opposition à la réforme fiscale envisagée. Le Parti National Rénovateur, le Parti Institutionnel Démocratique, la Centrale Authentique Nationaliste et le Mouvement de Libération Nationale, dans leurs déclarations et communiqués jugent ce projet antithétique, arbitraire et contraire aux intérêts du pays.

#### CRISE DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL

Selon les déclarations du 3 novembre de José Maria Passarelli, représentant de la Chambre de l'Industrie Guatémaltèque (CIG), 30.000 personnes environ ont perdu leur emploi ces derniers mois à la suite de la faillite d'une centaine d'entreprises. De nombreuses entreprises tournent à 50% de leur capacité. Selon Passarelli, la responsabilité de la crise dans cette branche incombe au gouvernement, qui n'a pas pris de mesures protectionnistes en faveur de l'industrie nationale face à l'anarchie régnant au sein du Marché commun centre-américain (Mercomun).

La CIG a commencé fin octobre une campagne pour que le gouvernement mette un terme "aux échanges commerciaux inégalitaires et intolérables au sein du Marché commun centre-américain". Elle exige des mesures de contrôle sur l'entrée des produits industriels centre-américains.

Le Mercomun a été créé dans les années 50 pour offrir un marché régional à l'industrie centre-américaine naissante.



## NOUVEAU PRET DE LA BID

Selon une information officielle du 2 novembre, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a concédé un prêt de 60 millions de dollars au Guatemala, destinés à la relance industrielle du pays.

Le prêt sera géré directement par le secteur privé en coordination avec la Banque du Guatemala, qui sera responsable du remboursement du montant des devises prêtées. Le prêt est destiné à l'acquisition de biens d'équipement aux Etats-Unis.

En octobre, des institutions nord-américaines de crédit ont accordé un crédit de 75 millions de dollars, dans les mêmes conditions pour le développement de l'élevage laitier. Le secteur privé guatémaltèque sollicitait depuis plusieurs années l'adoption de cette formule de crédit, géré directement par lui, sans intervention de l'Etat.

## CONTRE-INSURRECTION

## NOUS NE VOULONS PAS DE PRISONNIERS : NOUS LUTTONS A LA VIE, A LA MORT

L'armée gouvernementale ne fait pas de prisonniers au combat, a déclaré le 1er novembre le colonel Mario Terraza, commandant en second de la brigade militaire du département du Huehuetenango (Nord-Ouest du pays).

"Quand nous allons au combat, nous ne cherchons pas à faire des prisonniers, il s'agit d'une lutte à mort, nous n'épargnons personne". Selon l'officier, 10.000 personnes, appuyés par l'aviation, opèrent dans ce département.

## NOUVELLES NOMINATIONS MILITAIRES

Le lieutenant-colonel Edgar D'Jalma Dominguez, chef des relations publiques de l'institution armée, a fait savoir que des changements importants avaient été apportés le 3 novembre au sein du commandement militaire.

Le colonel Cesar Caceres, directeur du Centre d'Etudes Militaires, a été nommé sous-chef de l'état-major de l'armée.

Le colonel Heriberto Letona, commandant du quartier général de la capitale, a été nommé commandant de la brigade Mariscal Zavala.

~~Le colonel Alejandro Gramajo remplace le colonel Heriberto Letona au commandement du quartier général.~~

Bien que Dominguez ait présenté ces changements comme des "mouvements de routine", les observateurs consultés y voient un réajustement des commandements militaires, caractérisé par l'installation des officiers de confiance du général Mejia Victores aux postes-clé de l'armée.

Depuis deux semaines, des changements fréquents sont intervenus dans les hautes instances militaires, notamment la substitution du général Lopez Fuentes par le colonel Lobos Zamora à la tête de l'état-major.

## INSURRECTION

## UN HELICOPTERE MILITAIRE ENDOMMAGE PAR LES FAR

Un hélicoptère de la Force Aérienne Guatémaltèque, d'une capacité de 44 per-



sonnes, a été avarié le 26 octobre par des unités des Forces Armées Rebelles (FAR) dans le département du Peten. Dans leur communiqué du 29 octobre, les FAR précisent avoir attaqué l'hélicoptère aux environs de la coopérative Retaltecos; "il a été endommagé et obligé de retourner immédiatement à la base de Santa Elena, Peten".

#### ACTIONS DE L'ORPA DANS LE SUD-OUEST

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a fait savoir le 2 novembre que ses unités ont infligé 18 pertes aux troupes gouvernementales lors d'une embuscade et d'un affrontement, les 7 et 12 octobre. Ces combats, au cours desquels l'ORPA a perdu un combattant, se sont produits dans la municipalité de Chicacao, département de Suchitepequez (Sud-Ouest), où les insurgés ont occupé plusieurs plantations de café.

#### ROLANDO MORAN : LE GENOCIDE NE FERA PAS CEDER LE PEUPLE

L'armée guatémaltèque s'épuise dans sa lutte contre l'insurrection, se décourage et se sent frustrée de n'avoir pu liquider le mouvement révolutionnaire bien qu'elle utilise les dernières techniques nord-américaines en matière de contre-insurrection : le génocide, la terre brûlée, les patrouilles d'auto-défense civile et les hameaux stratégiques, a affirmé Rolando Moran, commandant en chef de l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP). Selon les déclarations du commandant guérillero, publiées dans le journal mexicain "Uno mas uno" les 31 octobre et 2 novembre, en dépit de la "guerre d'extermination" lancée par le gouvernement et l'armée contre la population civile, "ils n'ont pas réussi à faire céder notre peuple, ni à l'empêcher de soutenir le mouvement révolutionnaire".

#### DROITS DE L'HOMME

##### 500 CATECHISTES PORTES DISPARUS. LE NONCE APOSTOLIQUE ACCUSE LE GOUVERNEMENT

Monseigneur Oriano Quilicci, représentant diplomatique du Vatican au Guatemala a dénoncé le 29 octobre le fait que 500 catéchistes sont portés disparus et attribué aux forces de sécurité la responsabilité des attaques récentes contre l'Eglise Catholique. "L'attaque des religieuses, l'enlèvement d'un prêtre et de catéchistes le 18 octobre à Escuintla, ont été commis par des effectifs de la police".

Les 500 catéchistes enlevés ces derniers mois étaient chargés de l'éducation religieuse de plusieurs communautés rurales.

##### LE GOUVERNEMENT RECUSE LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

Les autorités guatémaltèques ont récusé les informations contenues dans le dernier rapport d'Amnesty International qui désigne le Guatemala comme le pays où les droits de l'homme sont le plus bafoués. Le rapport affirme en outre qu'entre 1960 et 1983, plus de 100.000 Guatémaltèques ont été enlevés, portés disparus et assassinés par les forces de sécurité du gouvernement.

Le ministre des Relations Extérieures Fernando Andrade Diaz-Duran a déclaré le 29 : "Nous déplorons la publication de ce rapport, qui n'est pas conforme à la réalité. Amnesty International se réfère probablement à des don-



nées établies à partir de faits imputables aux administrations précédentes".

La reconnaissance tactique de la responsabilité officielle des régimes précédents dans la violation des droits de l'homme compromet sérieusement le général Mejia Victores et plusieurs hauts fonctionnaires civils et militaires. En effet, ceux-ci ont occupé des postes importants au sein des gouvernements qui se sont succédés ces 20 dernières années.

#### DES DEMANDES D'HABEAS CORPUS REJETEES

Les autorités judiciaires ont fait savoir le 2 octobre que la Cour Suprême de Justice de la capitale examine en moyenne dix demandes d'habeas corpus par jour concernant des personnes portées disparues ; les familles des disparus désignent en effet les autorités militaires et policières comme les responsables de ces disparitions.

Les recours présentés n'aboutissent généralement pas, puisque les autorités civiles et militaires refusent de présenter les détenus portés disparus. Outre la Cour Suprême de Justice, instance juridique suprême, les tribunaux de première et de seconde instances sont habilités à traiter ces recours.

#### REFUGIES

##### UN CHEF MILITAIRE PROPOSE DES SOLUTIONS A MEXICO

Le colonel Mario Terraza, commandant en second de la base militaire du département de Huehuetenango (Nord-Ouest du pays), frontalier avec le Mexique, a "suggéré" au gouvernement quelques possibilités pour régler le problème des réfugiés guatémaltèques au Mexique.

Terraza, qui considère les réfugiés comme des guérilleros, a présenté 3 options aux autorités mexicaines : 1) que tous les réfugiés retournent au Guatemala, 2) que les camps de réfugiés soient installés à 500 km de la frontière, 3) que les réfugiés soient nationalisés mexicains.

Selon des informations fournies récemment par le général Rafael Macedo, ambassadeur du Mexique au Guatemala, environ 75% des réfugiés installés en territoire mexicain sont des femmes et des enfants.